

RETRAITES

Non à la réforme Sarkozy

Le gouvernement vient de l'annoncer. Il est décidé à repousser l'âge de la retraite - jusqu'à 62, voire 63 ans et dans un premier temps.

Entre l'avis de 60% de Français qui refusent le recul de l'âge de la retraite et les marchés financiers, il a fait son choix.

Jeudi 17 juin, à partir de 18 heures, au Centre commercial principal du Val-Fourré, nous vous appelons à venir nombreux exprimer votre opposition.

60 % des Français (sondage IFOP réalisé les 27 et 28 mai) sont opposés au recul de l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans. En outre, ils refusent particulièrement l'augmentation des cotisations sociales (à 69%) et la diminution des pensions (à 90%).

Ils ont raison. Rien ne justifie cette réforme que le gouvernement veut nous imposer - bien au contraire.

Une nouvelle réforme inacceptable.

Déjà, en 1993, deux réformes ont été mises en place (*décrets Balladur et loi Fillon*): calcul de la pension sur les 25 dernières années (*au lieu des 10 meilleures*), indexation des pensions sur les prix (*au lieu des salaires*), allongement de la durée de cotisations à 40 annuités pour parvenir à 42 en 2012 (*au lieu de 37,5 annuités*).

Résultat: on a de plus en plus de mal à prendre sa retraite à 60 ans, le niveau des pensions a baissé de 20%, le chômage a augmenté ... et le déficit "officiel" s'est encore aggravé (*32 milliards d'euros cumulés aujourd'hui*).

Les mêmes ingrédients produiront les mêmes effets. Si on le laisse faire, demain le gouvernement nous appellera à "faire de nouveaux sacrifices" pour la retraite, pour le système d'indemnisation des chômeurs, pour la sécurité sociale ...

Une réforme européenne au service des marchés financiers.

En fait, le gouvernement répond aux injonctions de l'Union européenne (*critères de Maastricht et constitution européenne imposée malgré le refus des Français*).

C'est si vrai que, partout en Europe, les mêmes recettes sont mises en place. Qu'elles sont accompagnées de nouveaux sacrifices pour les citoyens: retraites amoindries et plus tardives, non remplacement des fonctionnaires, baisse des salaires, casse des services publics, augmentation de la TVA

C'est si vrai que le gouvernement vient d'accepter de soumettre le budget national, avant qu'il ne soit voté, à une commission européenne qui jugerait, si oui ou non, il est de nature à "rassurer les marchés financiers"!

C'est que les marchés financiers, qui ont si bien spéculé contre la Grèce après avoir perçu plus de 1700 milliards d'euros de fonds publics, lorgnent sur les profits que pourraient représenter nos retraites si elles étaient privatisées (*279 milliards d'euros de pensions sont versés chaque année en France - soit 14% du Produit Intérieur Brut*).

Pour une retraite digne du XXI^e siècle.

Ce qu'on ne nous dit pas, c'est que la retraite est d'abord malade de la crise économique qu'on nous a imposé, de la réduction et de la délocalisation des emplois, de la stagnation des salaires.

Ainsi le gouvernement annonce un déficit cumulé de 32 milliards d'euros en 2008 pour nos retraites mais il oublie de nous dire que, la même année, 150 milliards d'euros ont été versés aux actionnaires (*dont les*

plus gros bénéficiaire du "bouclier fiscal"), que 30 milliards d'exonération de cotisations sociales ont été versés au patronat (qui, sans aucun contrôle public, ont servi le plus souvent à financer les délocalisations d'entreprises).

Il oublie de nous dire que l'augmentation des salaires (*10% de salaire en plus, c'est mathématiquement 10% de cotisations en plus*), ce serait aussi davantage de cotisation, que 100.000 emplois créés ce serait 2 milliards de cotisations en plus.

Il oublie de nous dire qu'au Japon, la retraite est à 60 ans avec 25 années de cotisations. Qu'elle est aussi à 60 ans en Chine.

Il oublie de nous dire qu'en Bolivie, le gouvernement vient de ramener l'âge de départ à la retraite à 58 ans (56 ans pour les travailleurs de la Mine) tout en établissant un "revenu universel". Pourquoi ce qui est possible en Bolivie ne le serait-il pas en France, l'un des pays les plus riches du monde?

Non seulement cette réforme est inacceptable mais il y a les moyens, en France, pour répondre à de nouveaux besoins. Pour la retraite à 60 ans (*à 55 ans pour les travaux pénibles*). Une retraite pleine et entière à partir de 37,5 années de cotisations (*en prenant en compte les années d'études, les périodes de cessation d'activités (notamment pour les femmes), le temps de travail partiel imposé, les périodes de chômage, les temps de formation ...*). Une retraite décente avec un minimum garanti au mois égal au SMIC.

A Mantes la Jolie. Jeudi 17 juin à partir de 18h00, deux heures de rencontre contre la réforme Sarkozy.

Déjà, partout en France, les citoyens se mobilisent.

C'est le cas des organisations syndicales qui, le 23 mars, le 1^{er} mai et le 27 mai ont rassemblé plus d'un million de manifestants et qui appellent à une nouvelle journée d'actions le 24 juin prochain.

C'est le cas de l'appel "exigences citoyennes sur les retraites" qui regroupe déjà plusieurs dizaines de milliers de signatures, de la carte-pétition de la CGT qui se fixe un objectif de plus d'un million de signatures ..

C'est le cas dans les Yvelines avec la création d'un comité départemental (*à l'initiative de Sud Solidaires*).

C'est le cas dans le Mantois avec la réunion publique du 3 juin organisée par de nombreux partis de gauche locaux.

C'est le cas à Mantes la Jolie avec l'appel "Ne touchez pas à nos retraites" qui a organisé une rencontre le 18 mai dernier et rassemble plusieurs centaines de signatures.

Ces initiatives sont riches de leurs diversités, de leurs approches. Elles ont un socle commun: **il est hors de question d'accepter une nouvelle régression!**

C'est dans cet état d'esprit que nous lançons un appel aux Mantaïses et aux Mantaïs, aux organisations politiques de gauche, syndicales, citoyennes à participer à

Deux heures de rencontre

Contre la réforme Sarkozy

Le jeudi 17 juin à partir de 18h00

Au centre commercial principal du Val-Fourré

Avec:

- **Les citoyens**
- **Les organisations** (*avec chacune son propre matériel, ses arguments*).

**ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS
POUR METTRE EN ECHEC CETTE
REFORME.**